

Résoudre la crise économique et sociale par le haut

Interpellation publique pour les élections départementales et régionales de 2021

Mesdames, Messieurs, candidates et candidats,

Nous, Cercles citoyens, associant différents collectifs de citoyens engagés, partis ou Gilets jaunes, nous permettons de vous solliciter, comme nous sollicitons tout(e)s les candidat(e)s aux élections régionales et départementales, pour recueillir votre avis et, mieux, votre engagement sur trois points qui nous paraissent aujourd'hui fondamentaux, au vu de la crise économique et sociale que nous traversons.

Pour information, nous nous réunissons régulièrement depuis cette année autour d'actions conjointes dans différentes villes de France, en vue de sensibiliser la population sur des pistes pour remédier à la crise, **qui doivent non seulement toucher aux conséquences, mais surtout aux causes.**

En plus de la crise sanitaire et de l'arrêt momentané de l'économie qui en a résulté, en plus de la crise de la dette publique et privée, une **menace d'inflation** (voire d'hyperinflation) se profile, comme le montrent les premières hausses de prix spectaculaires sur les matières premières, notamment dans le BTP. Les spécialistes du secteur rap-

portent qu'il n'est plus rare de voir des hausses de 30 %, sinon plus, sur les matériaux de construction. Cette menace est, certes, la conséquence du confinement et des aléas internationaux, mais elle est aussi et surtout celle de la politique des Banques centrales, qui ont accru la masse monétaire en renflouant depuis plus de dix ans les marchés financiers dans des proportions astronomiques, **sans aucune contrepartie dans l'économie réelle** – pire, en exigeant en échange toujours plus d'austérité et moins d'investissements productifs.

Dans ces conditions, ce qui est mis en cause, c'est non seulement le peu d'économie nationale qui nous reste (et donc de nos territoires), mais aussi l'avenir et la survie des Français. Nous attendons donc des élus et de tous ceux qui se présentent au suffrage du peuple – qu'il soit national ou local – un engagement à répondre concrètement et politiquement, **par tous les moyens possibles, à cet enjeu vital.** Et ce d'autant plus que les collectivités ont été, ces dernières années, les premières victimes de ce choix de court-terme financier : baisse des dotations, démantèlement



CerclesCitoyens.fr

des services publics et des infrastructures, emprunts toxiques, etc.

Dans la mesure où une fois élu(e)(s), vous serez appelé(e)(s) à protéger la vie de vos administrés, vous engagez-vous à défendre par tous les moyens (notamment en faisant pression sur les élus nationaux) **les mesures suivantes :**

1 un audit public, via une enquête parlementaire, sur la nature et les détenteurs de la dette publique (en abrogeant notamment la loi sur l'anonymat des détenteurs de créances de l'État français, en vigueur depuis l'ordonnance n°2014-948 du 20 août 2014), afin d'en identifier la part légitime et la part illégitime (liée, entre autres, à des taux d'emprunts usuraires sur les marchés), ainsi que celle pouvant faire l'objet d'un moratoire, rééchelonnement et/ou annulation – comme cela fut fait des dizaines de fois dans l'histoire, par exemple en 1953 en Allemagne (dont la dette fut annulée à hauteur de 60 %) ;

2 une réelle séparation stricte et patrimoniale des banques en deux, distinguant entre banques de dépôt-crédit, d'une part, et banques actives sur les marchés financiers d'autre part, afin d'établir un coupe-feu entre économie réelle et spéculative, comme à la Libération (loi 45-15 du 2 décembre 1945, maintenue jusqu'en 1984). Cela permettrait non seulement de décourager les prises de risques sur les marchés financiers (dont les collectivités locales, via les emprunts toxiques, ont eu à payer le prix fort), mais aussi de se doter des premiers moyens pour agir face à la vague d'inflation et de défauts ou d'annulations de dette qui s'annonce. Cela pousserait également notre gouvernement à entamer un dialogue avec les autres pays, en vue de nouveaux accords monétaires et financiers internationaux (de type Nouveau Bretton Woods) ;

3 revenir à une politique raisonnable d'émission nationale de crédit public productif par la Banque de France, sous contrôle des représentants du peuple, afin de ne plus laisser entre les mains des Banques centrales (en l'occurrence la BCE) une responsabilité qui relève par nature du pouvoir régalien, de la souveraineté et donc de la démocratie.

« Si l'État ne contrôle pas la monnaie, c'est la monnaie qui contrôle l'État », disait le résistant Georges Boris. Nous devons nous assurer, avant qu'il ne soit trop tard, que la monnaie redevienne le garant du bien commun et des générations futures, et pour ce faire, qu'elle soit réellement mise au service d'investissements productifs à long terme. Afin que « la Nation assure à l'individu et à la famille les conditions nécessaires à leur développement », comme le veut le préambule de notre Constitution (1946).

En vous remerciant d'avoir pris le temps de lire ce document, nous vous prions de **bien vouloir vous exprimer sur chacun de ces trois points**, en nous retournant votre réponse **par mail**, à l'adresse suivante : contact.cerclescitoyens@gmail.com. **Nous prendrons soin de porter vos réponses à la connaissance des citoyens** (comme celles de tou(te)s les listes et candidat(e)s que nous sollicitons), mais aussi d'indiquer celles et ceux qui n'ont pas souhaité répondre.

En vous priant de recevoir nos plus sincères salutations, et vous souhaitant bon courage pour votre campagne,

Cercles citoyens
www.cerclescitoyens.fr
contact.cerclescitoyens@gmail.com

Page Facebook
Le jour se lève



Le jour se lève

concorde1711.com



Groupe Facebook
Mouvement citoyens GJ
Pays Yonnais



Un Avenir
pour nos Enfants



solidariteetprogres.fr



Centre Val de Loire

ricochets-cvdl@laposte.net



Le Refractaire

lerefractaire.com

legouv.fr



LE GOUV

penserlafrance.fr



LES CLAIRS
PENSER LA FRANCE

Cercle citoyen de Dieppe

CerclesCitoyens.fr